PFBC

PARTENARIAT POUR LES FORÊTS DU BASSIN DU CONGO

15ième Réunion des Partenaires du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo

COMMERCE INTERNATIONAL DE LA FAUNE SAUVAGE & MÉCANISMES DE GOUVERNANCE ET MOYENS DE SUBSISTANCE LOCAUX

APERÇU DES RELATIONS ET ENJEUX LIÉS À LEUR PRISE EN COMPTE

CLÉO MASHINI MWATHA

(UNIVERSITÉ DE GENT - JURISTRALE - TRAFFIC, RDC)

CYRIL PÉLISSIER (FONDS MONDIAL POUR LA NATURE, RDC), FACILITATEUR

DÉNIS MAHONGHOL (TRAFFIC, CAMEROUN), FACILITATEUR

STREAM 2 – CONSERVATION, FAUNE ET VIANDE DE BROUSSE

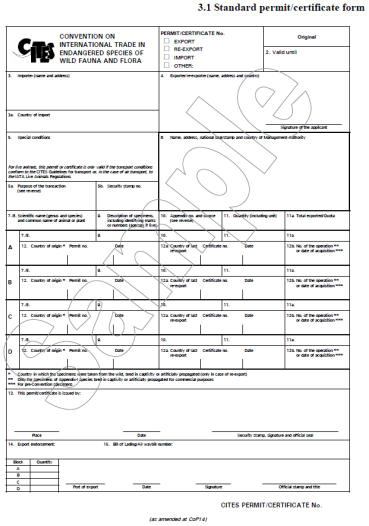
18 JUIN 2015- YAOUNDÉ

SOMMAIRE

- Introduction: régulation du commerce international des espèces de faune et de flore sauvages
- Trafic lucratif dans le « viseur »
- Flux de produits et filières internationales
- Rôle de différents acteurs
- Prise en compte accrue de la dimension locale?
- Gestion des impacts locaux du trafic
- Expérience de Juristrale à Maringa-Lopori-Wamba (RDC)
- Conclusion - Pistes de réflexion

RÉGULATION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES

- Le **commerce international des espèces de faune et de flore sauvages est régulé par la CITES (Convention du 3 mars 1973)**
- La CITES a pour objet de « veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent »
- Le cœur du dispositif CITES de régulation repose sur **3 annexes** (art. II de la Convention). Cette catégorisation **permet de différencier les niveaux de protection** des espèces visées, le principe étant l'interdiction générale d'exercer le commerce des espèces préalablement visées, à moins d'obtenir au préalable des autorités compétentes un **permis ou un certificat** (art. VI).
- Au niveau national, existence des lois d'application de la CITES et respect des obligations découlant de la Convention (délivrance permis, désignation des autorités nationales CITES, etc.)


3.1 Standard permit/certificate form

CONVENTION ON INTERNATIONAL TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF WILD FAUNA AND FLORA

PERMIT/CERTIFICATE No.
EXPORT
RE-EXPORT
IMPORT
OTHER

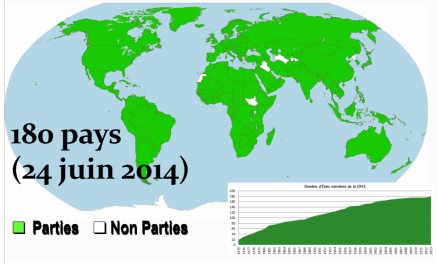
Original

2. Valid until

Specimen

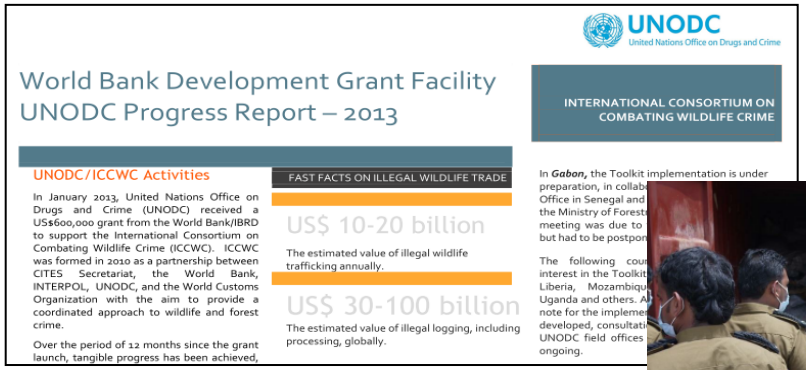
CITES PERMIT/CERTIFICATE No.

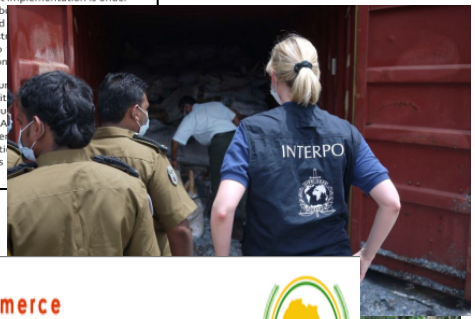
(as amended at CoP14)



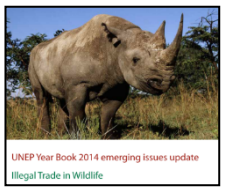
UN TRAFIC LUCRATIF DANS LE « VISEUR »

- Le **commerce international illégal des produits issus de la faune sauvage** représente une valeur annuelle estimée **à 7,8 - 10 milliards de dollars**
- Il s'agit de l'un des trafics illégaux les **plus lucratifs sur le plan global**, aux côtés de ceux concernant la drogue, les produits de contrefaçon, les êtres humains ou encore le pétrole
- La **lutte contre ce trafic** s'est imposée comme une **priorité** pour les **Etats** et les organisations internationales



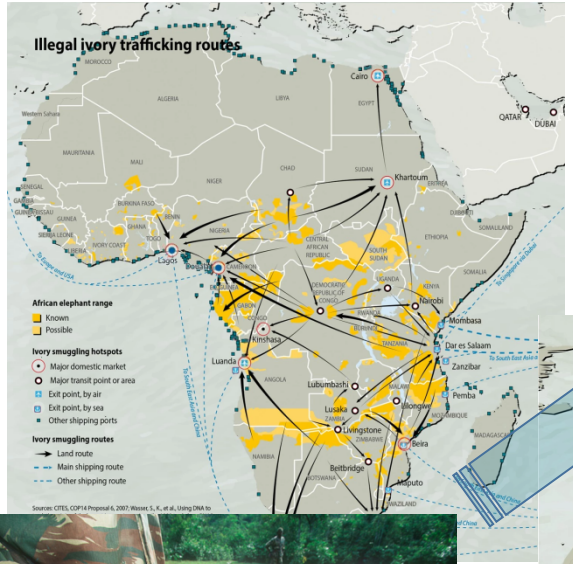


© Interpol

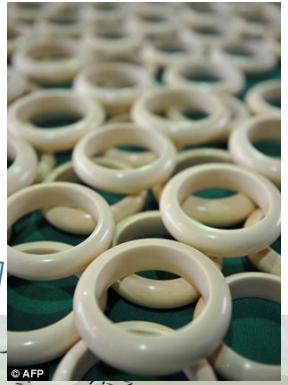


FLUX DE PRODUITS ET FILIÈRES INTERNATIONALES

- **Flux illégaux de produits fauniques** entre **pays producteurs** et **pays consommateurs**
- Organisation de **filières internationales** depuis le **prélèvement des espèces** jusqu'à la **commercialisation des produits**
- Un **enchaînement complexe d'opérations**, avec de **multiples intervenants** dans de **nombreux pays**

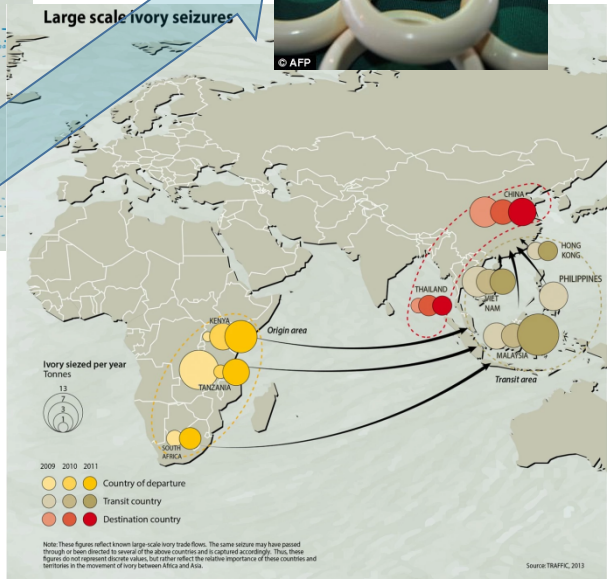


© UNEP/GRID-Arendal



© AFP

© TRAFFIC/Martin Harvey/WWF-Canon

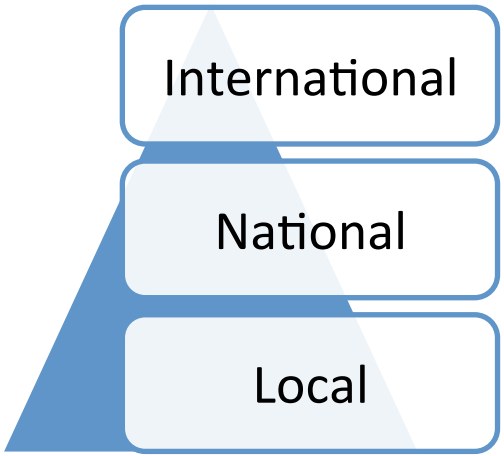


© UNEP/GRID-Arendal

Le rôle de différents acteurs

Le problème du braconnage et du commerce international des espèces de faune sauvage est pyramidal et stratifié. On distingue 3 niveaux :

- **niveau local** (la base) : avec les communautés – proximité avec les ressources, chasse, petit braconnage de survie, braconnage pour le commerce, braconnage organisé (alimentation, guides lors des actions de grandes envergures à armes lourdes, etc.)
- **niveau national** : intermédiaires & trafiquants qui alimentent les marchés mondiaux, facilitent ce commerce, etc. Ils évoluent “à col blanc” à la faveur de leur puissance financière et/ou de leurs relations dans la haute sphère politico-administrative et de leurs fonctions dans la société
- **niveau international** (sommet de la pyramide) : financement - consommation (intermédiaires internationaux, grands trafiquants, réseaux criminels organisés, consommateurs finaux)



PRISE EN COMPTE ACCRUE DE LA DIMENSION LOCALE?

- Les **Etats de la région** se sont engagés dans un **renforcement de la lutte contre le braconnage** des espèces concernées par le **commerce illégal international de produits fauniques**.
- Les **approches** développées à cet égard reposent principalement sur des **actions de police** opérées par les **pouvoirs publics**.
- Leur **efficacité** est **complexe à évaluer** et fait régulièrement l'objet de **questionnements**.
- L'**équité sociale** et **économique** de celles-ci est également parfois **remise en cause**.

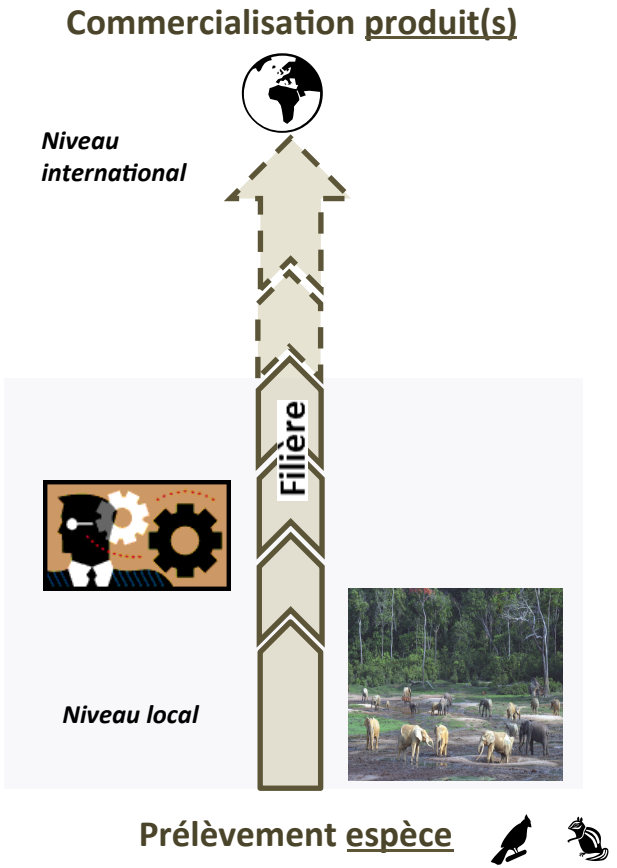
→ Dans quelle mesure une plus grande intégration des **acteurs locaux** et des **dynamiques sociales et économiques locales** peut elle permettre des **gains d'efficacité** dans la lutte contre le trafic? Quels peuvent être les **gains** de telles approches pour ces **acteurs**?

→ Il convient tout d'abord d'évaluer les **impacts générés** sur le **plan local** par le **commerce international illégal de produits fauniques** (caractérisation des **filières** et analyse de **leur contexte d'insertion**)

→ Sur base de ces **diagnostics spécifiques**, quelles peuvent être les **approches** pour notamment **atténuer les impacts positifs** du **commerce international illégal de produits fauniques**?

FOCUS SUR L'« AMONT » DES FILIÈRES (1)

- Plusieurs **espèces terrestres** sont concernées:
  - Eléphants → produits ivoire, autres produits dérivés
  - Perroquets → animaux de de compagnie
  - Grands singes → animaux de compagnie, produits dérivés
  - Pangolins → produits dérivés
  - Reptiles → animaux de compagnie, produits dérivés
- Les **prélèvements** de **certaines espèces** peuvent être **légaux** (sensibilisation sur les espèces protégées ou non, périodes de chasse, chasse coutumière, vulgarisation de la loi, etc.)
- Les **modes de prélèvements** sont **plus ou moins complexes**, certains demandent un **savoir-faire pointu**.
- Les **préleveurs** (chasseurs, porteurs, etc.) sont les principaux **agents économiques locaux**. La présence locale d'**intermédiaires** (propriétaires ou commerçants armes, collecteurs produits, agents facilitation-corruption) n'est pas systématique.
- Dans certains cas, l'ensemble des **agents** proviennent de l'**extérieur** de l'espace où ont lieu les prélèvements.

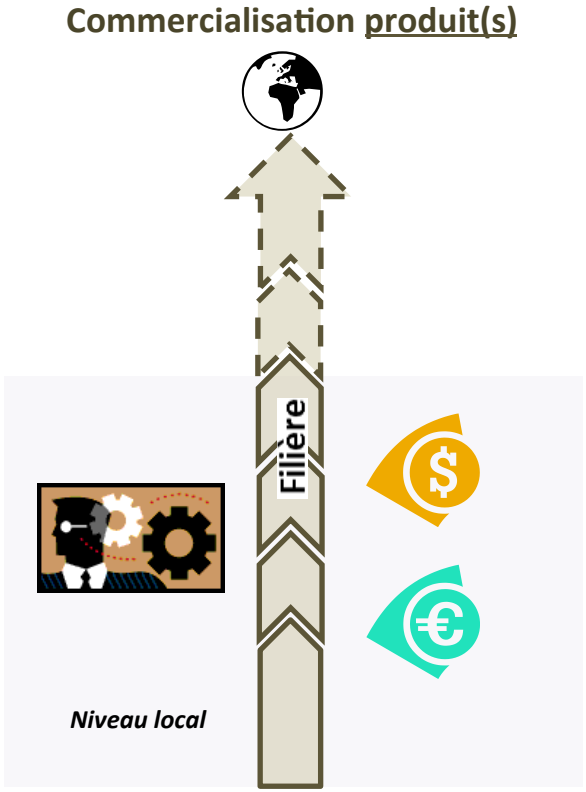


FOCUS SUR L'« AMONT » DES FILIÈRES (2)

- La **répartition de la valeur ajoutée** s'opère en général en faveur des niveaux avals (donneurs d'ordres, exportateurs, etc.) :
  - Ivoire: **100** USD / kg en « sortie de forêt » (local), jusqu'à **600** USD / kg en ville (national), contre **2 000** USD / kg en bout de filière (international)
  - Perroquets: qqs 10 USD / unité en « sortie de forêt » contre 1 000 – 2 000 USD / unité en bout de filière

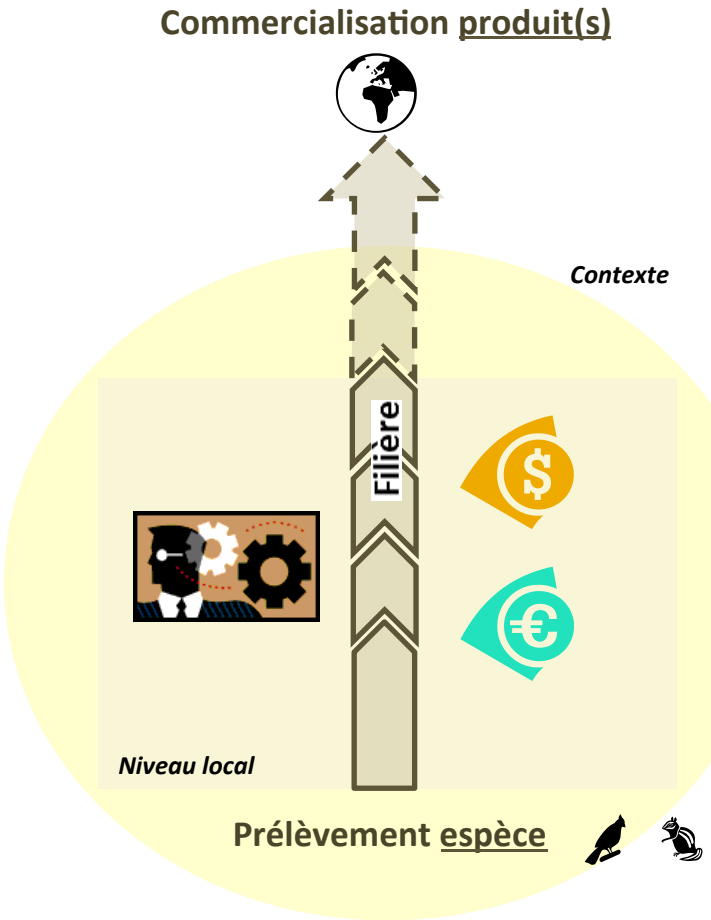
- Les **mécanismes de partage des bénéfices monétarisés** entre les agents locaux peuvent être très différenciés: de la « quasi-servitude » au « partenariat (relativement) équilibré »

- Les **produits dérivés non prioritaires** (e.g. viande) peuvent compléter la rémunération.



LE CONTEXTE D'INSERTION DE L'« AMONT » DES FILIÈRES

- Plusieurs **paramètres** définissant le **contexte d'insertion des filières** doivent être identifiés:
  - Rôle écologique des espèces visées,
  - Rôles économique, social et culturel de ces espèces,
  - Règles traditionnelles liées à l'accès et à l'usage des espèces visées,
  - L'existence d'opportunités économiques sur le plan local,
  - Le niveau de vie moyen des ménages de la zone,
  - Le niveau d'efficacité de l'application des lois sur la faune,
  - Le niveau de corruption,
  - L'occurrence de comportements inadéquats de la part des forces de l'ordre, etc.

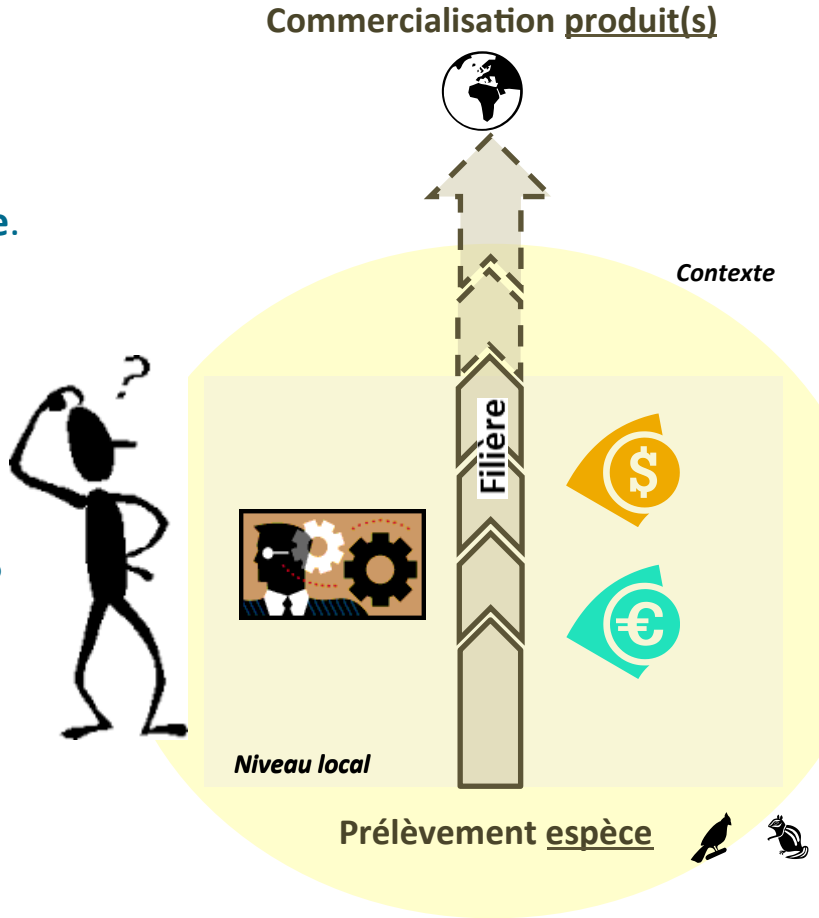


LA GESTION DES IMPACTS LOCAUX DU TRAFIC

- L'**évaluation** des **impacts locaux**, **positifs et négatifs**, **générés** par le trafic est une étape clé pour envisager une intégration **des dynamiques socio-économiques locales** dans les **actions de lutte contre le braconnage**.

→ Quelles peuvent être les approches pour atténuer les impacts?

→ Quelles sont les clauses de sauvegardes à considérer?

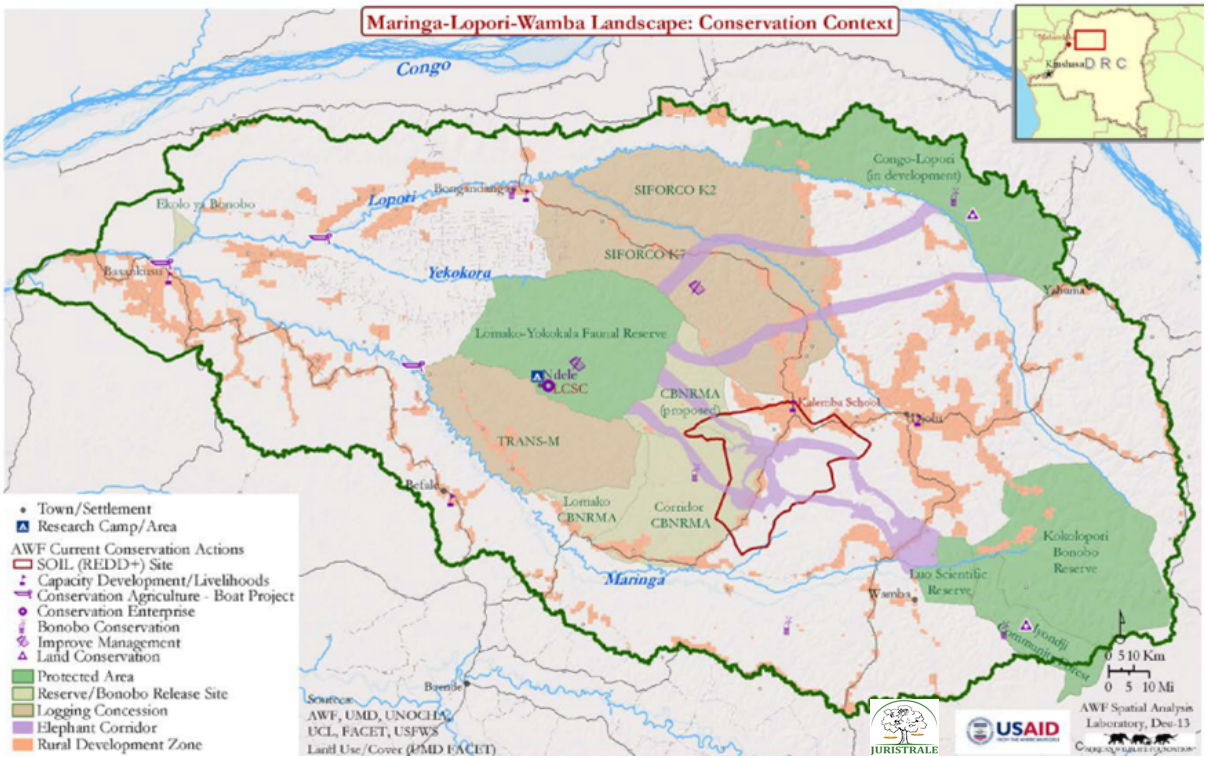


EXPERIENCE DE JURISTRALE A MARINGA-LOPORI-WAMBA (RDC)

- **Partenariat Juristrale – AWF notamment dans la lutte contre les activités de « grand braconnage »**
- **Mécanismes d'atténuation des impacts du « grand braconnage »**:

- la **sensibilisation** des populations,
- la **participation active** de la population dans le **mécanisme de dénonciation**,
- la **gestion participative** des forets,
- le développement d'**activités alternatives** à la chasse.

- Des **résultats encourageants** (**www.juristrale.org**)



PISTES DE RÉFLEXION

- Comment accroître le **rôle des communautés** dans les **mécanismes de gouvernance** de **la faune menacée par le trafic international illégal** et optimiser les **bénéfices tirés de sa conservation**?
- Comment assurer une **compréhension**, un **respect** et une **prise en compte** des **droits**, **besoins** et **priorités** des **communautés locales** dans le cadre de la lutte contre **le commerce international illégale de produits fauniques**?
- Comment assurer que les **actions d'application de la loi** ne génèrent pas d'**impacts négatifs sur les communautés locales** et qu'il existe des mécanismes appropriés de **redevabilité**?
- Comment encourager le **développement de partenariats** entre les **communautés**, les **pouvoirs publics** et leurs **partenaires** pour **lutter contre le commerce international illégale de produits fauniques**?

Dans le but d'enrichir les réflexions et les échanges, il est proposé de plancher sur les recommandations du Symposium international « *Au-delà de l'application de lois : le rôle de la communauté, la gouvernance, incitations et utilisations durables dans la lutte contre la criminalité faunique*» (Afrique du Sud, février 2015), au travers de leur approfondissement à la lumière des problématiques rencontrées en Afrique Centrale.

MERCI DE VOTRE ATTENTION

info@juristrale.org
cleo.mashini@traffic.org